

**Assemblée générale**

Distr. générale  
25 septembre 2012  
Français  
Original : espagnol

---

**Soixante-septième session**

Point 45 de l'ordre du jour

**Question des îles Falkland (Malvinas)****Lettre datée du 19 septembre 2012, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint (voir l'annexe) la réponse du Gouvernement argentin à la réplique britannique (A/66/706) à l'exposé présenté le 10 février 2012 par l'Argentine au sujet de la militarisation de l'Atlantique Sud opérée par les autorités britanniques, qui a été publié sous la cote A/66/696-S/2012/86.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 45 de l'ordre du jour, relatif à la question des îles Malvinas.

Le Ministre chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Mateo **Estrémé**



**Annexe à la lettre datée du 19 septembre 2012 adressée  
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim  
de la Mission permanente de l'Argentine auprès  
de l'Organisation des Nations Unies**

La République argentine a l'honneur de s'adresser au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour répondre à la lettre que lui a adressée, le 22 février 2012, le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui a été distribuée sous la cote A/66/706.

La République argentine ne peut que constater que le Royaume-Uni peine à réfuter le fait qu'il est le seul responsable de la militarisation de l'Atlantique Sud, fait qu'il reconnaît même par endroits dans sa réplique.

Le Ministre de la défense du Royaume-Uni, M. Philip Hammond, a reconnu publiquement que l'Argentine n'a ni l'intention de mener des actions militaires ni la capacité militaire d'essayer de récupérer les îles, et que par ailleurs le Royaume-Uni ne dispose d'aucun renseignement suggérant que l'Argentine représente une menace crédible en ce qui concerne les îles Malvinas. Cet aveu du Ministre chargé de l'ensemble des questions de défense du Royaume-Uni permet de mesurer l'absurdité des allégations avancées par ce pays dans le document publié sous la cote A/66/706, dans lequel il soutient que s'il a militarisé les îles Malvinas, c'est à des fins de défense exclusivement, pour faire face à la menace permanente que selon lui représente l'Argentine.

Depuis que l'Argentine est redevenue un État démocratique en 1983, aucun observateur sensé de la situation politique et militaire dans l'Atlantique Sud ne pourrait affirmer sérieusement qu'elle constitue une menace militaire, ou qu'elle ait eu une attitude de nature à justifier la militarisation menée tambour battant par le Royaume-Uni, qui se concrétise par la prise de diverses mesures unilatérales et hostiles constituant une menace pour la sécurité de la région. On peut, à titre d'exemple, en citer quelques-unes :

a) La transformation en base stratégique de la base militaire de Monte Agradable, où a été transféré le Commandement britannique pour l'Atlantique Sud. Dans ce cas, et comme l'Argentine l'a à juste titre souligné dans la protestation qu'elle a élevée à cette occasion, on se rend compte que la base en question étend sa zone d'opérations à des régions qui vont au-delà de la zone faisant l'objet du conflit de souveraineté entre les deux pays. Par ailleurs, cette base est dotée d'un important centre de commandement et de contrôle et d'une base de renseignements électroniques permettant de surveiller le trafic naval et aérien de la région, ce qui facilite un déploiement militaire britannique à grande échelle. En outre, cette base compte deux pistes aériennes pour vols transcontinentaux et une flotte d'avions de combat de cinquième génération du type Eurofighter Typhoon, qui sont équipés de puissants missiles de croisière capables d'atteindre une grande partie des pays du cône Sud; le déploiement de cette technologie montre que les Britanniques ont l'intention d'accroître leur capacité militaire dans l'Atlantique Sud;

b) La réalisation d'exercices militaires comportant le lancement de missiles dans l'Atlantique Sud, que la République argentine a dûment dénoncée devant

l'Organisation maritime internationale, car elle y voit une violation de la part du Royaume-Uni des obligations internationales qu'il a contractées par son adhésion à cette instance, ces exercices mettant en péril la sécurité de la navigation dans l'Atlantique Sud;

c) L'accroissement de la capacité militaire de collecte d'informations et d'exploration électronique, avec l'installation d'un système de radars constituant un système de défense aérien actif, qui pourrait être utilisé actuellement pour des tâches de surveillance, de reconnaissance et de contrôle dans une grande partie de l'Atlantique Sud et de l'Amérique du Sud; le renforcement des forces militaires de surface avec l'envoi du destroyer *HMS Dauntless*, très supérieur sur le plan technique aux frégates qui avaient été envoyées dans la zone jusqu'à présent; l'accroissement des capacités militaires aériennes, des capacités militaires terrestres dans des exercices d'opérations conjointes et de la capacité de transport militaire stratégique;

d) L'envoi dans l'Atlantique Sud d'un sous-marin nucléaire susceptible d'introduire des armes nucléaires dans la zone. À cet égard, il faut signaler que l'introduction d'armes nucléaires dans l'Atlantique Sud constitue une violation du Traité de Tlatelolco, auquel le Royaume-Uni est partie et dont l'objectif est la dénucléarisation militaire de l'Amérique latine;

e) La médiatisation de l'envoi du Prince William, deuxième dans la ligne de succession au trône britannique, en sa qualité d'officier des forces armées, aux îles Malvinas, où il a participé à des exercices aéronavals qui constituent une provocation et contre lesquels la République argentine proteste.

La République argentine s'inquiète de l'importance des effectifs militaires déployés aux îles Malvinas, d'une ampleur sans commune mesure avec la population civile. Ainsi, il faut signaler qu'alors que cette dernière atteint les 3 000 habitants, il y a entre 1 500 et 2 000 militaires britanniques déployés sur les îles Malvinas. Par ailleurs, il ne semble pas que le budget alloué par le Royaume-Uni à la défense des îles Malvinas soit remis en cause par la révision des dépenses de défense et de sécurité menée par le Premier Ministre britannique David Cameron.

Cet accroissement systématique du potentiel militaire offensif du Royaume-Uni dans l'Atlantique Sud se produit malheureusement alors que les Britanniques s'obstinent toujours à refuser de reprendre les négociations sur la question de la souveraineté; cela va à l'encontre de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui demande aux deux parties de s'abstenir de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation tant que le conflit de souveraineté n'aura pas été réglé.

Auparavant, le Royaume-Uni avançait toute une série d'arguments relativement variés pour tenter d'étayer sa position dans le conflit de souveraineté concernant les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants. Or aujourd'hui, il se contente d'invoquer un hypothétique droit des peuples à l'autodétermination, comme si ce droit pouvait être appliqué à la population que ce pays a implantée aux îles Malvinas. Il est déplorable que le Royaume-Uni prétende que la militarisation croissante de l'Atlantique Sud ait pour objectif de protéger un supposé droit à l'autodétermination de cette population et subordonne la reprise des négociations à la volonté de cette population. Depuis plusieurs décennies, l'Assemblée générale a reconnu que la question des îles

Malvinas constitue une forme de colonialisme, d'où il résulte que leur population actuelle est constituée de colons et que le régime politique que le Royaume-Uni prétend appliquer dans les archipels disputés est colonial lui aussi. Le principe d'autodétermination des peuples ne consacre pas le bon vouloir des colons, bien au contraire. L'autodétermination n'a jamais été conçue comme un outil permettant aux colons de perpétuer l'occupation d'un territoire qui ne leur appartient pas, or c'est précisément de cette façon que le Royaume-Uni entend appliquer ce principe. Il n'est pas anodin que la communauté internationale, par l'intermédiaire des recommandations de l'Assemblée générale, se soit contentée de demander aux deux seules parties en présence dans ce conflit de souveraineté de tenir compte de l'intérêt de la population des îles. Dans d'autres cas de décolonisation, dans lesquels la population locale peut légitimement faire valoir son droit à l'autodétermination, la communauté internationale a eu recours à diverses formes de consultation pour prendre en compte la volonté de cette population. Si elle ne l'a pas fait dans le cas des îles Malvinas, c'est parce qu'il n'existe pas dans ces îles une population dont la volonté ait une incidence sur le règlement du conflit de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni. Les îles Malvinas et les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud attendent toujours d'être libérées du régime colonial auquel elles sont soumises.

Les contradictions abondent dans les affirmations figurant dans la lettre britannique reproduite dans le document portant la cote A/66/706.

Le Royaume-Uni soutient que l'Argentine refuse de coopérer dans le domaine des mesures de confiance dans l'Atlantique Sud, alors que c'est justement lui qui a refusé pendant plus de 10 ans que le Groupe de travail sur les questions relatives à l'Atlantique Sud, créé pour instaurer la confiance et éviter les incidents militaires, se réunisse. En outre, la militarisation croissante des îles Malvinas, des îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et des espaces maritimes environnants opérée par les Britanniques va à l'encontre de l'objet et de la finalité des accords bilatéraux conclus pour instaurer la confiance dans le domaine militaire et constitue un obstacle de taille à la poursuite de la coopération dans ce domaine.

Les mesures décrites ci-dessus s'inscrivent dans la continuité de la longue série d'initiatives unilatérales menées par le Royaume-Uni dans la zone disputée, en violation de la résolution 31/49 déjà évoquée. On a peine à croire que le Royaume-Uni puisse soutenir que c'est l'Argentine qui aurait mis fin à la coopération bilatérale dans l'Atlantique Sud dans divers domaines, alors que ce sont précisément les mesures unilatérales qu'il a prises qui ont rendu impossible la poursuite de cette coopération.

L'Argentine rappelle que la coopération dans le domaine de la pêche dans l'Atlantique Sud a été rendue impossible par une série de mesures unilatérales prises par les autorités britanniques, parmi lesquelles : l'établissement de prétendues juridictions maritimes autour des îles Malvinas en 1986 et 1990, et autour des îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud en 1993; la vente de licences de pêche depuis 1987; la levée unilatérale en 1994 de l'interdiction totale provisoire de pêche décrétée pour la zone décrite dans l'annexe de la Déclaration commune du 28 novembre 1990 et dans la zone située à l'ouest de cette dernière; et enfin l'instauration en 2005 d'un système de quotas en ce qui concerne les ressources halieutiques des eaux entourant les îles Malvinas, valable pour 25 ans, mesure qui

revient à disposer à long terme, de façon illégale et unilatérale, des ressources halieutiques des espaces maritimes disputés.

De même, l'Argentine rappelle que sa décision de dénoncer en 2007 la Déclaration commune sur la coopération en matière d'activités en mer dans l'Atlantique Sud-Ouest tenait aux interprétations divergentes que les deux pays avaient de l'étendue géographique concernée par les activités de coopération, et aux activités unilatérales menées de façon répétée par le Royaume-Uni, en violation des dispositions de ladite Déclaration.

En ce qui concerne les vols charters et le vol régulier assuré de façon hebdomadaire par la compagnie Lan Chile vers les îles Malvinas, que le Royaume-Uni mentionne dans sa lettre du 27 janvier 2012, la République argentine regrette que le Gouvernement britannique n'ait pas pris au sérieux la proposition qu'elle lui a faite de revoir la situation qui prévaut actuellement dans le domaine des liaisons aériennes entre l'Argentine continentale et les îles Malvinas.

Tant que le Royaume-Uni s'obstinera à ignorer les obligations que le droit international, notamment la Charte des Nations Unies, lui impose en sa qualité de partie au conflit de souveraineté relatif aux îles Malvinas, aux îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et aux espaces maritimes environnants, l'Argentine n'a d'autre solution que d'adopter dans son droit interne des mesures destinées à protéger ses droits sur ses ressources naturelles. Elle a déjà expliqué à la partie britannique que ces normes, parmi lesquelles le décret 256/2010, sont conformes au droit international, y compris au droit international de la mer.

Il faut également préciser que tous les engagements pris par les pays membres du Marché commun du Sud traduisent la volonté souveraine de chacun des États composant ce marché, dans le respect du droit international et de leurs législations respectives. Dans ce contexte, il faut rappeler que la mesure à laquelle le Royaume-Uni fait allusion dans sa lettre du 27 janvier 2012 a été décidée par l'ensemble des États membres du Marché commun du Sud à l'égard d'un pavillon qu'ils ne reconnaissent pas.

Enfin, l'Argentine réfute l'insinuation britannique, totalement infondée, selon laquelle certaines bases argentines de l'Antarctique auraient une finalité militaire. Le Traité sur l'Antarctique interdit l'établissement de bases militaires dans la région, et il prévoit des mécanismes efficaces permettant de vérifier que ses dispositions sont respectées. Si son allégation était un tant soit peu sérieuse, le Royaume-Uni aurait recouru à ces mécanismes. Or il ne l'a pas fait, car cette insinuation est dénuée de tout fondement et n'a qu'un seul but, à savoir détourner l'attention du véritable problème qu'est pour l'Argentine et pour toute la région la militarisation constante et croissante qu'il opère dans l'Atlantique Sud.

La République argentine réaffirme ses droits de souveraineté sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, qui font partie de son territoire national.